

« Le père Georges-Henri Lévesque : la parole et l'action »

Marcel Fournier

Sociologie et sociétés, vol. 32, n° 1, 2000, p. 7-9.

Pour citer ce document, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001262ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca



Le père Georges-Henri Lévesque

La parole et l'action

MARCEL FOURNIER

Département de sociologie
Université de Montréal

LORSQU'À LA FIN de ses études classiques au Petit Séminaire de Chicoutimi, le jeune Georges-Henri Lévesque choisit l'ordre des Dominicains, c'est pour une raison toute simple : il veut faire partie de l'ordre des frères prêcheurs fondé par saint Dominique. Devenir prêcheur, telle est sa vocation. À la fois son goût pour la parole et une très grande sociabilité l'orienteront vers l'étude des « questions sociales ». « Je suis, aimera-t-il à répéter, un animal social naturel. » Homme de la parole, il enseignera à plusieurs générations d'étudiants, il conseillera et critiquera les hommes politiques et surtout il exhortera tous ceux qui s'inquiètent de l'avenir de leur société à s'engager et à passer à l'action.

La parole et l'action : voilà les deux mots qui résument bien la longue carrière du père Lévesque. Ce fils d'un chef de gare né en 1903 à Roberval est de la trempe des pionniers et des bâtisseurs ; il fait partie de cette génération des Paul-Émile Borduas (né en 1905) et François Hertel (né en 1905) qui, dès l'entre-deux-guerres, osent remettre en question les idées reçues et qui, non sans difficultés, ouvrent de nouvelles voies pour la réflexion, la création et la recherche, contribuant ainsi tant au plan institutionnel qu'intellectuel à « moderniser » la société québécoise.

Dans l'un des premiers textes qu'il publie en 1938 dans la revue *Le Document* et qu'il intitule « La mission des intellectuels canadiens-français (Qu'ils soient un) », le père Lévesque dénonce le « dilettantisme », l'« arrivisme » et l'« individualisme » des intellectuels et les exhorte à agir pour éviter que « l'idéal et la culture que le peuple canadien-français concrétise ne disparaissent de la terre d'Amérique ». Agir, pour lui, vouloir changer les choses. « Si je n'étais pas entré dans l'ordre des Dominicains, je me serais fort probablement, confie-t-il, orienté vers la politique. » Son mode d'intervention n'est pas celui du militant ou du partisan, c'est celui de l'intellectuel qui au nom de valeurs universelles (par exemple la liberté) et de convictions personnelles s'engage dans les débats publics.

Les champs d'action ou mieux les « fronts » sur lesquels le Père Lévesque a combattu, sont les suivants : l'enseignement universitaire au Québec et au Rwanda, l'éducation populaire et la coopération, et enfin l'avenir du Québec au sein du Canada et dans le monde. Sa *grande œuvre* est sans aucun doute la fondation de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Il existait depuis 1932 une École des sciences sociales à Québec, mais lorsqu'il en prend la direction en 1938, il la réorganise complètement pour en faire, à partir de 1943, une véritable faculté universitaire, qui va assurer la formation de toute une nouvelle génération de spécialistes dans les diverses disciplines des sciences sociales (économie, science politique, sociologie, relations industrielles, service social) et le développement de la recherche. Le sociologue américain Everett-C. Hughes vient enseigner à l'Université Laval et propose à ses jeunes collègues un « Programme de recherches sociales pour le Québec ». On retrouve parmi les premières cohortes d'étudiants les Jean-Charles Falardeau, Maurice Lamontagne, Maurice Tremblay, Roger Marier et Albert Faucher, qui deviendront au cours des années 1940 et 1950 le « noyau » du corps professoral de la Faculté.

Le père Lévesque est convaincu qu'une jeune Faculté de sciences sociales ne doit pas seulement faire preuve de « sérieux » et qu'elle doit aussi démontrer, de façon tangible et à court terme, son utilité. Il prend l'initiative dès 1938 de créer un Conseil supérieur de la coopération et de lancer une revue de coopération, *Ensemble*. On institue par ailleurs des cours du soir et on met sur pied un Service d'éducation populaire (qui deviendra, sous la direction d'un diplômé, Eugène Buissière, le Centre de culture populaire). L'intention est, comme on l'indique dans l'*Annuaire* de la Faculté de « mettre l'enseignement à la portée du peuple qui l'entoure ». Un service à la collectivité, avant le mot !

L'enjeu que représente la Faculté des sciences sociales devient rapidement politique. L'enseignement apparaît « trop scientifique » et « trop laïque », voire « gauchiste ». Des membres du clergé s'inquiètent et, à la suite de la prise de position du Père Lévesque sur la déconfectionnalisation des mouvements d'action catholiques, tentent de le faire condamner par Rome. Maurice Duplessis n'a de cesse que de faire taire le Père Lévesque, qu'il surnomme de « p'tit rouge ». « Qui dit alors social, rappelle Georges-Henri Lévesque dans ses *Souvenances*, dit socialisme ; qui dit socialisme dit communisme. Donc les sciences sociales sont du communisme. »

Même ceux qui se veulent *apolitiques* n'échappent pas à la politique. Le seul fait de donner un cours sur Keynes, de faire de la recherche « objective, d'observer les décalages entre l'idéologie dominante et la réalité économique ou de parler du retard du Québec apparaît comme une critique du duplessisme. Il est vrai que plusieurs professeurs de la Faculté n'hésitent pas en 1949 à donner leur appui aux grévistes d'Asbestos et de Theford Mines, et qu'au début des années 1950 ils critiquent ouvertement la politique de Duplessis en matière de financement des universités. Véritable chien de garde de la pensée nationaliste, François-Albert Anger les surveille de près et dans un texte d'une rare violence paru dans *L'Action nationale* en 1951 il attaque celui qu'il appelle le commissaire Lévesque, « ce dominicain par trop séduisant à la dialectique subtile » et l'accuse presque de trahison : un « modèle d'inconscience », ose-t-il écrire.

Le Père Lévesque est alors membre de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada (1949-1951) ou Commission Massey, du nom de son président. La Commission constate la crise financière des universités et dénonce le « triste sort » des arts et des lettres. L'une de ses recommandations les plus importantes est la création du Conseil des arts du Canada. C'est le début d'un long débat : la culture, les communications et la recherche seraient-elles, se demande-t-on, une sorte de cheval de Troie permettant l'intrusion du gouvernement fédéral dans des domaines de juridiction provinciale ? Pour le Père Lévesque, qui est alors très actif sur la scène canadienne comme membre de plusieurs associations et commissions (Société royale du Canada, Canadian Political Science Association, Commission canadienne de la jeunesse, etc.), les choses ne sont pas aussi simples : pour la défense de la langue française et de la culture canadienne-française, on a besoin non seulement de Québec mais aussi d'Ottawa. Faut-il s'étonner qu'un de ses proches collaborateurs, Maurice Lamontagne, publie un livre sur *Le Fédéralisme canadien* (1954), rallie Ottawa comme haut fonctionnaire et devienne ministre du gouvernement Pearson ? Le Père Lévesque se retire de la scène publique lorsqu'il quitte son poste de doyen de la Faculté des sciences sociales en 1955 ; il a préparé une relève qui est prête à mettre en œuvre les grandes réformes qui bouleversent le Québec au début des années 1960.

À plus d'un titre, le Père Lévesque apparaît comme le père de la Révolution tranquille, avec toutes les ambiguïtés que représente ce vaste mouvement de changement et de modernisation de la société québécoise. C'est un homme de la transition, un homme de la « continuité et de la rupture », pour reprendre le titre d'un colloque qui réunit en 1981 quatre générations de spécialistes en sciences sociales. Il est lui-même à la rencontre de ces deux cultures savantes que sont la culture générale et les savoirs spécialisés. Tout son rapport à la vie intellectuelle en est un de conciliation des contraires et aussi de contrepoids ; il critique des abus du capitalisme, tout en condamnant les mouvements socialistes ; prédicateur religieux, il n'hésite à revendiquer la déconfessionnalisation des mouvements coopératifs et syndicaux ; philosophe préoccupé de « normativité », il ouvre la porte aux sciences sociales positives ; il défend la liberté mais il respecte l'autorité. Un vrai dominicain, quoi ? Disons tout simplement que le Père Lévesque est un *passer*, qui nous fait traverser une rivière mais qui conserve un lien avec l'une et l'autre rives.